

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 april 2008 houdende vaststelling van de referentielijst van indicatoren met toepassing van artikel 11 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs;

Gelet op het overleg van 29 maart 2013 met de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen, dat ingericht werd overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op het advies nr 53.339/2 van de Raad van State, verleend op 3 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 april 2008 houdende vaststelling van de referentielijst van indicatoren met toepassing van artikel 11 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, wordt de bijlage vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juni 2013.

De Vice-president en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204139]

16 MAI 2013. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en matière de gouvernance provinciale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article L2212-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au premier paragraphe, alinéa 1^{er}, première phrase, après le mot « traitement », les mots suivants sont ajoutés :
« et aucun avantage en nature, à l'exception, le cas échéant, d'un ordinateur. »;

2^o au premier paragraphe, alinéa 1^{er}, seconde phrase, après les mots « collègue provincial », les mots suivants sont ajoutés :

« et du président du conseil »;

3^o le paragraphe 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Les fonctions de président, vice-président, secrétaire du bureau et président de commission sont considérées comme des fonctions spéciales qui peuvent faire l'objet d'une rémunération, liée aux fluctuations de l'indice des prix conformément à l'alinéa 2, dont le montant maximum, à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990, est fixé comme suit :

- président : 1.585 euros brut mensuel;
- vice-président : 160 euros brut mensuel;
- secrétaire : 160 euros brut mensuel;
- président de commission : 95 euros brut mensuel.

Cette rémunération est attribuée à concurrence de 100 pourcent sur une période de 12 mois si l'intéressé est présent à 80 pourcent des séances du conseil provincial, du bureau et des commissions dans lesquelles il est membre. La rémunération est amputée de 20 pourcent si l'intéressé est présent à moins de 80 pourcent des séances. Si la présence est inférieure à 60 pourcent, la retenue est de 40 pourcent.

Le Gouvernement wallon fixe les modalités d'application de la retenue sur la rémunération. »

Art. 2. A l'article L2212-13 du même Code, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Après la vérification des pouvoirs et la prestation de serment, le conseil provincial nomme un président, deux vice-présidents maximum et deux secrétaires maximum. Il forme son bureau composé du président, des vice-présidents et des secrétaires du conseil provincial, chacun siégeant en cette même qualité au sein du bureau, ainsi que des chefs de groupe. Chaque groupe politique désigne en son sein un chef de groupe. »

Art. 3. A l'article L2212-14 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'article L2212-39, § 1^{er}, et de l'alinéa 3 du présent article, le conseil provincial fixe les conditions de représentation des groupes politiques au sein de l'assemblée. »;

2^o à l'alinéa 5, les mots « dont le nombre ne peut être supérieur au nombre de députés provinciaux élus, » sont insérés entre le mot « commissions » et le mot « lui »;

3^o l'alinéa 9 est complété par la phrase suivante :

« Les commissions comptent au maximum douze membres. »

Art. 4. A l'article L2212-37 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte actuel devient un § 1^{er};

2° un § 2 est inséré et rédigé comme suit :

« § 2. Toute mission effectuée par un ou plusieurs conseillers provinciaux doit être préalablement motivée, poursuivre un objectif précis et être susceptible d'apporter une réelle plus-value à la province.

Les participants à la mission sont tenus d'en faire rapport devant la commission concernée.

Ce rapport inclus les éléments pertinents de la mission.

La participation éventuelle de fonctionnaires aux missions doit être justifiée par les objectifs de la mission et en lien avec leur fonction.

Les modalités relatives aux missions effectuées à l'étranger et aux rapports sont fixées par le Gouvernement. »

Art. 5. A l'article L2212-45 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 5, un alinéa 2 est inséré et rédigé comme suit :

« La commission désignée par le conseil provincial contrôle les dépenses des secrétariats des députés provinciaux. »;

2° le § 6, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Seuls les députés provinciaux peuvent bénéficier d'un véhicule selon les modalités prévues pour les membres du Gouvernement. »

Art. 6. L'article L2212-50 du même Code est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Toute mission effectuée par un ou plusieurs députés provinciaux doit être préalablement motivée, poursuivre un objectif précis et être susceptible d'apporter une réelle plus-value à la province.

Les participants à la mission sont tenus d'en faire rapport devant la commission concernée. Ce rapport inclus les éléments pertinents de la mission.

La participation éventuelle de fonctionnaires aux missions doit être justifiée par les objectifs de la mission et en lien avec leur fonction.

Les modalités relatives aux missions effectuées à l'étranger et aux rapports sont fixées par le Gouvernement. »

Art. 7. Dans la partie II, livre II, titre I^{er} du même Code est inséré un chapitre V intitulé « Contrôle des communications ».

Art. 8. Dans le chapitre V inséré par l'article 7, il est inséré un article L2215-1 rédigé comme suit :

« Art. L2215-1. § 1^{er}. Le bureau contrôle toutes les communications du président du conseil, du collège provincial, d'un ou de plusieurs de ses membres. Il agit en qualité d'avis et de contrôle sans la présence des députés provinciaux qui peuvent être invités au cas par cas en fonction de l'ordre du jour.

On entend par « communication » : les communications et campagnes d'information du président du conseil provincial, du collège provincial, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics.

§ 2. Le président du conseil, le collège provincial, ou un ou plusieurs de ses membres, qui souhaitent lancer une communication déposent, préalablement à la diffusion, une note de synthèse auprès du bureau.

La note reprend le contenu et les motifs de la communication, les moyens utilisés, le coût total et les firmes consultées.

Dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la note de synthèse, le bureau rend un avis non contraignant.

L'avis est négatif si la communication vise, en tout ou en partie, la promotion de l'image personnelle du président du conseil provincial ou d'un ou de plusieurs membres du collège provincial ou de l'image d'un parti politique.

Si le bureau n'a pas rendu son avis dans le délai de quinze jours, l'avis est réputé positif.

§ 3. Dans les quinze jours qui suivent la parution ou la diffusion de la communication, à la demande d'un quart de ses membres, le bureau se saisit du dossier pour lequel un avis négatif a été rendu.

Le bureau est saisi selon la procédure visée à l'alinéa 1^{er} si le contenu de la communication exposé dans la note de synthèse a été modifié.

§ 4. Si la communication vise à promouvoir l'image personnelle du président du conseil provincial ou d'un ou de plusieurs membres du collège provincial ou l'image d'un parti politique, le bureau applique les sanctions selon les modalités suivantes :

- pour une première contravention : un blâme au contrevenant avec parution dans la presse;
- pour une deuxième contravention : imputation du quart du coût total de la communication au contrevenant;
- pour une troisième contravention : imputation des trois quarts du coût total de la communication au contrevenant;
- pour une quatrième contravention et les suivantes : imputation de la totalité du coût total de la communication au contrevenant.

L'imputation visée à l'alinéa 1^{er} porte sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections communales ou provinciales.

Si l'avis du bureau visé au § 2 n'a pas été demandé, le coût de la communication est de plein droit imputé sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections communales ou provinciales auxquelles ils se présentent. Le bureau se saisit d'office.

La décision motivée du bureau est rendue dans le mois qui suit la saisine, dans le respect des droits de la défense.

La décision du bureau est prise à la majorité simple de ses membres. Lorsqu'il est délibéré sur une communication du président du conseil provincial, celui-ci se retire.

La décision est communiquée aux intéressés dans les sept jours qui suivent et est publiée au *Moniteur belge*.

§ 5. Les délais prévus aux §§ 3 et 4 sont suspendus dans les cas suivants :

- 1° lorsque le conseil provincial est ajourné;
- 2° lorsque la session est close;
- 3° pendant les vacances.

Pendant les vacances d'été, les délais sont suspendus à partir du dernier jour de séance précédant celles-ci et jusqu'au 31 août. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) Session 2012-2013 :

Documents du Parlement wallon, 784 (2012-2013) - N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 mai 2013.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204139]

16. MAI 2013 — Dekret zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung im Bereich der provinziellen Führungspolitik (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L2212-7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, Abs. 1, 1. Satz werden nach dem Wort "Gehalt" die folgenden Wörter hinzugefügt:

"und keinerlei Naturalvergütung, ggf. mit Ausnahme eines Computers.;"

2° in § 1, Abs. 1, 2. Satz werden nach den Wörtern "Mitglieder des Provinzkollegiums" die folgenden Wörter hinzugefügt:

"und des Ratspräsidenten";

3° § 1 wird durch folgende Absätze ergänzt:

"Die Ämter als Präsident, Vizepräsident, Sekretär des Präsidiums und Präsident eines Ausschusses werden als besondere Ämter betrachtet, die Gegenstand einer Entlohnung sein können, die an die Schwankungen des Preisindex gemäß Abs. 2 gebunden ist, und deren Höchstbetrag bei dem Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 wie folgt festgelegt ist:

- Präsident: 1.585 Euro brutto monatlich;
- Vizepräsident: 160 Euro brutto monatlich;
- Sekretär: 160 Euro brutto monatlich;
- Präsident eines Ausschusses: 95 Euro brutto monatlich.

Diese Entlohnung wird über einen Zeitraum von 12 Monaten zu 100 Prozent gewährt, wenn der Betroffene bei 80 Prozent der Sitzungen des Provinzialrates, des Präsidiums und der Ausschüsse, von denen er Mitglied ist, anwesend ist. Die Entlohnung wird um 20 Prozent gekürzt, wenn der Betroffene bei weniger als 80 Prozent der Sitzungen anwesend ist. Wenn die Anwesenheit weniger als 60 Prozent ist, wird die Entlohnung um 40 Prozent gekürzt.

Die Wallonische Regierung legt die Modalitäten zur Anwendung der Kürzung auf die Entlohnung fest."

Art. 2 - In Artikel L2212-13 desselben Kodex wird Abs. 3 durch das Folgende ersetzt:

"Nach der Prüfung der Mandate und nach der Eidesleistung ernennt der Provinzialrat einen Präsidenten, höchstens zwei Vizepräsidenten und höchstens zwei Sekretäre. Er bildet sein Präsidium, das sich aus dem Präsidenten, den Vizepräsidenten und den Sekretären des Provinzialrats, die in ihrer jeweiligen Eigenschaft innerhalb des Präsidiums sitzen, und den Fraktionsleitern zusammensetzt. Jede politische Fraktion bestimmt unter ihren Mitgliedern einen Fraktionsleiter."

Art. 3 - In Art. L2212-14 desselben Kodex werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 4 wird durch das Folgende ersetzt:

“Unbeschadet von Artikel L2212-39 § 1 und von Abs. 3 vorliegenden Artikels bestimmt der Provinzialrat die Bedingungen für die Vertretung der politischen Fraktionen innerhalb der Versammlung.”;

2° in Absatz 5 wird die Wortfolge “deren Anzahl die Anzahl der gewählten Provinzabgeordneten nicht übertreffen darf, und” nach “Ausschüsse,” eingefügt;

3° Absatz 9 wird durch folgenden Satz ergänzt:

“Die Ausschüsse setzen sich aus höchstens zwölf Mitgliedern zusammen.”

Art. 4 - In Art. L2212-37 desselben Kodex werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der aktuelle Text wird zu einem § 1;

2° ein § 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“§ 2. Jeder von einem beziehungsweise mehreren Provinzialratsmitgliedern durchgeführte Auftrag muss vorher begründet werden, ein genaues Ziel verfolgen, und der Provinz einen reellen Mehrwert bringen können.

Die am Auftrag teilnehmenden Mitglieder müssen vor dem betroffenen Ausschuss Bericht darüber erstatten.

Dieser Bericht umfasst die relevanten Elemente des Auftrags.

Die eventuelle Teilnahme von Beamten an den Aufträgen muss durch die Ziele des Auftrags und in Zusammenhang mit ihrem Amt begründet werden.

Die Modalitäten betreffend die Aufträge im Ausland und die Berichterstattung werden von der Regierung festgelegt.”

Art. 5 - In Art. L2212-45 desselben Kodex werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 5 wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Der vom Provinzialrat bestimmte Ausschuss prüft die Ausgaben der Sekretariate der Provinzabgeordneten.”;

2° der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 aufgehobene § 3 wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

“Nur die Provinzabgeordneten haben Anspruch auf ein Fahrzeug nach den für die Mitglieder der Regierung vorgesehenen Modalitäten.”

Art. 6 - Artikel L2212-50 desselben Kodex wird durch vier Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Jeder von einem oder mehreren Provinzabgeordneten durchgeführte Auftrag muss vorher begründet werden, ein genaues Ziel verfolgen, und der Provinz einen reellen Mehrwert bringen können.

Die am Auftrag teilnehmenden Mitglieder müssen vor dem betroffenen Ausschuss Bericht darüber erstatten. Dieser Bericht umfasst die relevanten Elemente des Auftrags.

Die eventuelle Teilnahme von Beamten an den Aufträgen muss durch die Ziele des Auftrags und in Zusammenhang mit ihrem Amt begründet werden.

Die Modalitäten betreffend die Aufträge im Ausland und die Berichterstattung werden von der Regierung festgelegt.”

Art. 7 - In Teil II, Buch II, Titel I desselben Kodex wird ein Kapitel V mit dem Titel “Kontrolle der Mitteilungen” eingefügt.

Art. 8 - In den durch Artikel 7 eingefügten Kapitel V wird ein Artikel L2215-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L2215-1 - § 1. Das Präsidium kontrolliert die gesamten Mitteilungen des Ratspräsidenten, des Provinzkollegiums sowie eines beziehungsweise mehrerer seiner Mitglieder. Das Präsidium handelt als Instanz für Gutachten und Kontrolle, ohne dass die Provinzabgeordneten dabei anwesend sind; Letztere können von Fall zu Fall je nach der Tagesordnung eingeladen werden.

Unter “Mitteilung” versteht man die für die Öffentlichkeit bestimmten Mitteilungen und Informationskampagnen des Präsidenten des Provinzialrates, des Provinzkollegiums, eines beziehungsweise mehrerer seiner Mitglieder, unabhängig von dem Medienträger, zu denen sie nicht wegen einer gesetzlichen oder verwaltungsmäßigen Bestimmung verpflichtet sind, und die direkt oder indirekt durch öffentliche Mittel finanziert werden.

§ 2. Der Ratspräsident, das Provinzkollegium, oder ein beziehungsweise mehrere seiner Mitglieder, die eine Mitteilung herausgeben möchten, legen vor deren Verbreitung eine Kurzniederschrift beim Präsidium vor.

Diese Kurzniederschrift gibt den Inhalt und die Gründe der Mitteilung, die benutzten Mittel, die Gesamtkosten und die zu Rate gezogenen Firmen an.

Binnen fünfzehn Tagen nach der Hinterlegung der Kurzniederschrift gibt das Präsidium ein unverbindliches Gutachten ab.

Das Gutachten ist negativ, wenn die Mitteilung ganz oder teilweise auf die Stärkung des persönlichen Images des Präsidenten des Provinzialrats oder eines beziehungsweise mehrerer Mitglieder des Provinzkollegiums oder einer politischen Partei abzielt.

Wenn das Präsidium binnen fünfzehn Tagen kein Gutachten abgegeben hat, gilt dieses als positiv.

§ 3. Binnen fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung oder Verbreitung der Mitteilung wird das Präsidium auf Antrag eines Viertels seiner Mitglieder mit der Akte befasst, für die ein negatives Gutachten abgegeben worden ist.

Das Präsidium wird nach dem in Absatz 1 angegebenen Verfahren befasst, wenn der in der Kurzniederschrift dargestellte Inhalt der Mitteilung abgeändert worden ist.

§ 4. Wenn die Mitteilung darauf abzielt, das persönliche Image des Präsidenten des Provinzialrats oder eines beziehungsweise mehrerer Mitglieder des Provinzkollegiums oder das Image einer politischen Partei zu stärken, verhängt das Präsidium folgende Strafen:

- für eine erste Übertretung: Verweis an den Zuwiderhandelnden mit Veröffentlichung in der Presse;
- für eine zweite Übertretung: Anrechnung des Viertels der Gesamtkosten der Mitteilung zu Lasten des Zuwiderhandelnden;
- für eine dritte Übertretung: Anrechnung der drei Viertel der Gesamtkosten der Mitteilung zu Lasten des Zuwiderhandelnden;
- für eine vierte Übertretung und die Folgenden: Anrechnung der Gesamtheit der Kosten der Mitteilung zu Lasten des Zuwiderhandelnden.

Die in Abs. 1 erwähnte Anrechnung bezieht sich auf die Wahlausgaben der Betroffenen bei den nächsten Gemeinde- oder Provinzialwahlen.

Wenn das in § 2 genannte Gutachten des Präsidiums nicht beantragt wurde, werden die Kosten der Mitteilung von Rechts wegen den Wahlausgaben der Betroffenen bei den nächsten Gemeinde- oder Provinzialwahlen, zu denen sie sich stellen, angerechnet. Das Präsidium wird von Amts wegen befasst.

Der begründete Beschluss des Präsidiums wird innerhalb des Monats, nachdem es befasst wurde, unter Beachtung des Rechts der Verteidigung gefasst.

Der Beschluss des Präsidiums wird mit der einfachen Stimmenmehrheit seiner Mitglieder gefasst. Wenn über eine Mitteilung des Vorsitzenden des Provinzialrates beraten wird, zieht Letzterer sich von der Beratung zurück.

Der Beschluss wird den Betroffenen innerhalb der nächsten sieben Tage mitgeteilt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 5. Die in § 3 und § 4 festgelegten Fristen werden in den folgenden Fällen ausgesetzt:

1° wenn der Provinzialrat vertagt ist;

2° wenn die Sitzungsperiode geschlossen ist;

3° während der Ferien.

Während der Sommerferien werden die Fristen ab dem letzten Sitzungstag vor diesen Sommerferien und bis zum 31. August ausgesetzt."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Mai 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) Sitzung 2012-2013:

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 784 (2012-2013) - Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Mai 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204139]

16 MEI 2013. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wat betreft het goed bestuur op provinciaal niveau (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L221-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, eerste zin, worden, na het woord "wedde", de volgende woorden toegevoegd :

"noch een voordeel in natura, met uitzondering, in voorkomend geval, van een computer.";

2° in § 1, eerste lid, tweede zin, worden, na het woord "provinciecollege", de volgende woorden toegevoegd :

"en van de voorzitter van de raad";

3° § 1 wordt aangevuld als volgt :

"De functies van voorzitter, ondervoorzitter, secretaris van het bureau en voorzitter van de commissie worden beschouwd als bijzondere functies die het voorwerp kunnen uitmaken van een bezoldiging die gekoppeld is aan de schommelingen van de prijzenindex overeenkomstig het tweede lid en waarvan het maximumbedrag gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 wordt bepaald als volgt :

- voorzitter : 1.585 euro bruto per maand;

- ondervoorzitter : 160 euro bruto per maand;

- secretaris : 160 euro bruto per maand;

- voorzitter van de commissie : 95 euro bruto per maand.

Die bezoldiging wordt ten belope van 100 % over 12 maanden toegekend indien de betrokkene op 80 % van de zittingen van de provincieraad, van het bureau en van de commissies waarin hij lid is, aanwezig is. De bezoldiging wordt met 20 % verminderd indien betrokkene op minder dan 80 % van de zittingen aanwezig is. Indien de aanwezigheid lager is dan 60 %, is de inhouding op de bezoldiging gelijk aan 40 %.

De Waalse Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor de inhouding op de bezoldiging.”

Art. 2. In artikel L2212-13 van hetzelfde Wetboek wordt het derde lid vervangen door volgende bepaling :

“Na het onderzoek van de geloofsbrieven en de eedaflegging benoemt de provincieraad een voorzitter, maximum twee ondervoorzitters en maximum twee secretarissen. Hij stelt zijn bureau samen dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitters en de secretarissen van de provincieraad, waarbij iedereen in dezelfde hoedanigheid zitting hebben, alsmede de fractieleiders. Elke politieke fractie wijst een leider uit haar midden.”

Art. 3. In artikel L2212-14 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

“Onverminderd artikel L2212-39, § 1, en het derde lid van dit artikel, bepaalt de provincieraad de wijze waarop de fracties binnen de vergadering worden vertegenwoordigd.”

2° in het vijfde lid worden de woorden “waarvan het aantal niet hoger mag zijn dan het aantal gekozen provinciaal gedeputeerden” ingevoegd tussen het woord “commissies” en de woorden “op die hem van advies”;

3° lid 9 wordt aangevuld met de volgende zin :

“De commissies bestaan uit maximum twaalf leden.”

Art. 4. In artikel L2212-37 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de huidige tekst wordt § 1;

2° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 2. Elke opdracht uitgevoerd door één of verschillende provincieraadsleden moet voorafgaandelijk met redenen omkleed zijn, een bepaalde doelstelling nastreven en een werkelijke meerwaarde voor de provincie betekenen.

De deelnemers aan de opdracht dienen er verslag over uit te brengen aan de betrokken commissie.

Dat verslag vermeldt de relevante elementen van de opdracht.

De eventuele deelname van ambtenaren aan de opdrachten moet gerechtvaardigd worden door de doelstellingen van de opdracht en gebonden worden aan hun functie.

De modaliteiten betreffende de in het buitenland uitgevoerde opdrachten en de verslagen worden door de Regering bepaald.”

Art. 5. In artikel L2212-45 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 5 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De door de provincieraad aangewezen commissie controleert de uitgaven van de secretariaten van de provinciaal gedeputeerden.”;

2° § 6, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

“Alleen de provinciaal gedeputeerden mogen over een voertuig beschikken volgens de voor de leden van de Regering bepaalde modaliteiten.”

Art. 6. Artikel L2212-50 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt :

“ § 2. Elke opdracht uitgevoerd door één of verschillende provinciaal gedeputeerden moet voorafgaandelijk met redenen omkleed zijn, een bepaalde doelstelling nastreven en een werkelijke meerwaarde voor de provincie betekenen.

De deelnemers aan de opdracht dienen er verslag over uit te brengen aan de betrokken commissie. Dat verslag vermeldt de relevante elementen van de opdracht.

De eventuele deelname van ambtenaren aan de opdrachten moet gerechtvaardigd worden door de doelstellingen van de opdracht en gebonden worden aan hun functie.

De modaliteiten betreffende de in het buitenland uitgevoerde opdrachten en de verslagen worden door de Regering bepaald.”

Art. 7. In Deel II, Boek II, Titel I van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift “Toezicht op de mededelingen”.

Art. 8. In Hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel L2215-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L2215-1. § 1. Het bureau oefent toezicht op alle mededelingen van de voorzitter van de raad, van het provinciecollege of van één of meer van zijn leden. Het handelt als advies en controle zonder de aanwezigheid van de provinciaal gedeputeerden die al naar gelang van het geval en afhankelijk van de agenda uitgenodigd kunnen worden.

Onder “ communicatie ” wordt verstaan : de mededelingen en informatiecampagnes van de voorzitter van de provincieraad, van het provinciecollege, van één of meer leden ervan, ongeacht het medium, bestemd voor het publiek, waartoe ze niet verplicht zijn krachtens een wettelijke of administratieve bepaling, en die rechtstreeks of onrechtstreeks door overheidsgeld worden gefinancierd.

§ 2. De voorzitter van de raad, het provinciecollege of één of meer leden ervan, die wensen een mededeling te doen moeten, vóór de uitzending ervan, een overzichtsnota bij het bureau indienen.

Deze nota vermeldt de inhoud en de redenen van de mededeling, de aangewende middelen, de totale kostprijs en de geraadpleegde firma’s.

Het bureau brengt een niet-bindend advies uit binnen vijftien dagen na de indiening van de overzichtsnota.

Het advies is negatief als de mededeling, geheel of gedeeltelijk, bestemd is voor de promotie van het persoonlijke imago van de voorzitter van de provincieraad of van één of meer leden van het provinciecollege, of van het imago van een politieke partij.

Als het bureau zijn advies niet heeft uitgebracht binnen vijftien dagen, wordt dit gunstig geacht.

§ 3. Het dossier waarvoor een negatief advies werd uitgebracht, wordt aanhangig gemaakt bij het bureau op verzoek van een vierde van zijn leden binnen vijftien dagen na de verschijning of de uitzending van de mededeling.

Het dossier wordt bij het bureau aanhangig gemaakt volgens de in het eerste lid bedoelde procedure indien de inhoud van de mededeling, zoals weergegeven in de overzichtsnota, is gewijzigd.

§ 4. Als de mededeling bestemd is voor de promotie van het persoonlijke imago van de voorzitter van de provincieraad of van één of meer leden van het provinciecollege past het bureau de sancties volgens de volgende modaliteiten toe :

- voor een eerste overtreding : een blaam voor de overtreder met berichtgeving in de pers;
- voor een tweede overtreding : één vierde van de kostprijs van de mededeling is voor rekening van de overtreder;
- voor een derde overtreding : drie vierde van de totale kostprijs van de mededeling is voor rekening van de overtreder;
- voor een vierde overtreding en de volgende : de totale kostprijs van de mededeling is voor rekening van de overtreder.

De in het eerste lid bedoelde toerekening heeft betrekking op de verkiezingsuitgaven van de betrokkenen voor de volgende gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.

Als het in § 2 bedoelde advies van het bureau niet is aangevraagd, wordt de kostprijs van de mededeling van rechtswege aangerekend op de verkiezingsuitgaven van de betrokkenen voor de volgende gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen waaraan zij deelnemen. Het dossier wordt ambtshalve aanhangig gemaakt bij het bureau.

De met redenen omklede beslissing van het bureau wordt uitgebracht binnen de maand na de aanhangigmaking met inachtneming van de rechten van de verdediging.

De beslissing van het bureau wordt genomen bij gewone meerderheid van zijn leden. Wanneer over een mededeling van de voorzitter van de provincieraad wordt beraadslaagd, trekt laatstgenoemde zich terug.

De beslissing wordt binnen de volgende zeven dagen aan de betrokkenen medegedeeld en wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 5. De in de §§ 3 en 4 bedoelde termijnen worden opgeschort in de volgende gevallen :

- 1° wanneer de provincieraad uitgesteld wordt;
- 2° wanneer de vergadering wordt gesloten;
- 3° tijdens de vakantie.

Tijdens de zomervakantie worden de termijnen opgeschort vanaf de laatste dag van de vergadering die de vakantie voorafgaat tot en met 31 augustus."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013 :*

Stukken van het Waals Parlement, 784 (2012-2013) - Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 15 mei 2013.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204142]

4 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article L2212-7, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux sanctions en cas d'absentéisme des conseillers provinciaux exerçant des fonctions spéciales

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article L2212-7, § 1^{er}, alinéa 10, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, inséré par le décret du 16 mai 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en matière de gouvernance provinciale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 20 novembre 2012;